

This is an Open Access document downloaded from ORCA, Cardiff University's institutional repository: <https://orca.cardiff.ac.uk/id/eprint/180040/>

This is the author's version of a work that was submitted to / accepted for publication.

Citation for final published version:

Cumming, Gordon 2025. La Grande-Bretagne et la France en Afrique : une entente fort minable ou formidable ? AOC 2025 , 25 July.

Publishers page: <https://aoc.media/analyse/2025/07/24/la-grande-bre...>

Please note:

Changes made as a result of publishing processes such as copy-editing, formatting and page numbers may not be reflected in this version. For the definitive version of this publication, please refer to the published source. You are advised to consult the publisher's version if you wish to cite this paper.

This version is being made available in accordance with publisher policies. See <http://orca.cf.ac.uk/policies.html> for usage policies. Copyright and moral rights for publications made available in ORCA are retained by the copyright holders.



vendredi 25 juillet 2025

INTERNATIONAL

La Grande-Bretagne et la France en Afrique : une entente fort minable ou formidable ?

Par Gordon Cumming

POLITISTE

La rivalité a marqué les relations franco-britanniques en Afrique pendant la période coloniale et les premières décennies postcoloniales. Un effort de collaboration plus étroite a été lancé lors du sommet de Saint-Malo en 1998. Toutefois, toute avancée sur ce front a été anéantie par le Brexit. La réélection de Donald Trump et son renversement du système multilatéral fondé sur des règles inciteront-ils à nouveau la Grande-Bretagne et la France à collaborer face aux défis de l'Afrique ?

Lors du sommet franco-britannique de 2023, le Royaume-Uni et la France se sont engagés à « intensifier leurs efforts conjoints » et à « renforcer leur coopération » en Afrique, notamment au Sahel, dans la Corne et dans la région des Grands Lacs. Cette volonté de coopération contraste fortement avec les récentes querelles autour du Brexit et la rivalité franco-britannique, bien plus ancienne, sur le continent africain^[1]. Cet article s'interroge sur la manière dont la Grande-Bretagne et la France ont réussi, depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours, à surmonter leurs différences et à travailler ensemble en Afrique.

Histoire de la rivalité

L'origine de la rivalité franco-britannique en Afrique est souvent attribuée à l'incident de Fachoda de 1898, lorsque la France fut contrainte de battre en retraite de manière humiliante et de céder à la Grande-Bretagne ses revendications territoriales sur le Soudan. L'entente cordiale de 1904 n'apaisa que partiellement le ressentiment entre les deux pays, le « syndrome de Fachoda » (la paranoïa de la France face à la pénétration anglophone en Afrique francophone) persistant.

Cet esprit de non-coopération perdura jusqu'aux premières décennies postcoloniales, la Grande-Bretagne et la France poursuivant leurs propres approches étroites de *realpolitik*. À titre d'exemple, plutôt que de collaborer pour réduire la pauvreté en Afrique, ces anciennes puissances coloniales lièrent des volumes importants d'aide étrangère à l'achat de leurs propres produits et services. Elles promurent également des modèles idéologiques de développement économique différents : le Royaume-Uni soutenait des réformes néolibérales impulsées par la Banque mondiale, tandis que la France s'opposait au soi-disant « consensus de Washington [\[2\]](#) ». De même, ils léguèrent à leurs anciennes colonies respectives des systèmes politiques différents, puis fermèrent les yeux lorsque ces dernières devinrent des États à parti unique. Sur le plan sécuritaire, le Royaume-Uni et la France se retrouvèrent parfois dans des camps opposés, comme ce fut le cas lors de la guerre civile du Biafra (1967-1970).

Les premières années de l'après-Guerre froide furent également marquées par un manque de coopération. Mais la rivalité franco-britannique se vit atténuée par trois facteurs : la Guerre froide, durant laquelle la Grande-Bretagne et la France avaient le « devoir » de maintenir leurs anciens empires dans l'orbite occidentale ; l'existence de forums communs tels que le sommet franco-britannique, créé en 1978 ; et une approche britannique envers l'Afrique marquée par une « négligence bienveillante [\[3\]](#) ».

Vers une entente amicale

Ce n'est qu'en 1998, cent ans après Fachoda, que Londres et Paris entreprirent leur premier effort concerté pour coordonner leurs approches en Afrique. Lors du sommet de Saint-Malo de 1998, le Premier ministre britannique Tony Blair et le

Président français Jacques Chirac promirent d'« harmoniser leurs politiques à l'égard de l'Afrique » et de mettre un terme à « l'histoire des rivalités, des malentendus et des compétitions inutiles ». À cette fin, les deux gouvernements établirent un cadre institutionnel ad hoc de coopération. Celui-ci comprenait un « chapitre Afrique » distinct et une représentation ministérielle renforcée aux sommets franco-britanniques[4]. Des réunions semestrielles entre les directions Afrique des ministères des Affaires étrangères eurent également lieu, ainsi que des programmes d'échanges entre les personnels des ministères des Affaires étrangères et de la Défense britanniques et français. Des déclarations ministérielles conjointes (sur le Darfour) et des visites ministérielles conjointes (sur la République démocratique du Congo) furent aussi faites. En outre, la coordination franco-britannique devint plus étroite au sein du P3 et du Groupe de travail Afrique de l'Union européenne (UE), qui se réunissaient plus fréquemment à cette époque[5].

Dans ce cadre institutionnel, la Grande-Bretagne et la France collaborèrent pour lutter contre la pauvreté en Afrique. Elles soutinrent l'initiative « Éducation pour tous » de la Banque mondiale, s'engageant à scolariser 16 millions d'enfants avant 2010. De plus, la Grande-Bretagne appuya la France dans son programme UNITAID, financé par une taxe sur les vols internationaux, alors que la France soutint le Royaume-Uni dans sa levée de fonds pour l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI) via sa Facilité internationale de financement. Des partenariats tacites furent également noués, le Royaume-Uni acheminant l'aide pour l'éducation primaire au Niger par l'intermédiaire de l'Agence française de développement (AFD).

De plus, une certaine coordination diplomatique fut tentée. Ainsi, la France aidait la Grande-Bretagne à obtenir le renouvellement des sanctions de l'UE contre le régime zimbabwéen de Robert Mugabe. En contrepartie, le Royaume-Uni soutint la France dans des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant son intervention militaire en Côte d'Ivoire.

Mais c'était surtout dans le domaine de la coopération sécuritaire que la Grande-Bretagne et la France collaborèrent le plus efficacement. Elles participèrent à leurs exercices militaires respectifs, mirent en place un réseau de centres régionaux d'entraînement militaire en Afrique de l'Ouest et, en 2008, fondèrent EURORECAMP, une initiative européenne de formation dirigée par la France,

mais avec un directeur adjoint britannique. Elles coopérèrent également sur les initiatives de la Politique de sécurité et de défense commune de l'UE, notamment lors de sa première mission militaire en Afrique : Opération Artémis en 2003.

Nonobstant ce qui précède, la coopération franco-britannique n'a jamais tenu sa promesse d'être une entente formidable[6]. Pourquoi ? En fin de compte, la Grande-Bretagne et la France n'ont jamais été des partenaires de choix, même si certaines personnalités clés de leurs institutions de politique étrangère ont su établir une relation de confiance. Ces deux pays n'ont jamais eu la même affinité naturelle qui a traditionnellement marqué la « relation spéciale » entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Ils n'ont pas non plus entretenu les liens institutionnels étroits que l'on observe entre la France et l'Allemagne. Ils ont été entravés par la méfiance, des capacités d'extraction différentes et parfois des priorités divergentes. Finalement, rien ne les obligeait à travailler ensemble.

L'effet du Brexit

Ce rapprochement franco-britannique a subi un revers lors du référendum sur le Brexit de 2016. Les négociations acharnées qui ont suivi ont rendu difficile pour les décideurs politiques de percevoir les avantages partagés d'une collaboration en Afrique. Les obstacles institutionnels se sont fait sentir. Ainsi, le sommet franco-britannique a cessé de se réunir entre 2018 et 2022 ; il n'a été relancé qu'en 2023 par le Premier ministre britannique Rishi Sunak. De plus, en juin 2020, le ministère britannique du Développement international a fusionné avec le ministère des Affaires étrangères. Il est donc devenu plus difficile de savoir qui devait parler à qui, d'autant plus que la France n'avait plus de ministre du Développement pendant cette période. Enfin, le Royaume-Uni est devenu un « pays tiers » et, à ce titre, ne pouvait plus participer aux forums de l'Union européenne tels que le Comité de la coopération au développement ou le Comité politique et de sécurité

De ce fait, Londres et Paris ont souvent tiré dans des directions opposées. Ce manque de coordination est devenu flagrant pendant la pandémie de Covid-19. Ainsi, le Royaume-Uni s'est avéré opposé, et la France favorable, à la proposition de l'Afrique du Sud et de l'Inde de renoncer aux droits de propriété intellectuelle sur les vaccins contre la Covid[7]. De même, la Grande-Bretagne était réticente à soutenir des projets visant à renforcer les capacités de production de vaccins en

Afrique[8], tandis que la France plaidait activement pour la création d'une usine de vaccins au Sénégal[9]. Enfin, la Grande-Bretagne s'est vue reprocher d'avoir [thésaurisé ses vaccins](#), tandis que la France a été accusée d'avoir orienté ses doses, offertes au mécanisme multilatéral COVAX, vers ses anciennes colonies d'Afrique[10].

Sur le plan de la coordination diplomatique, la situation s'est également avérée plus complexe. La Grande-Bretagne et la France ne firent aucun effort pour aligner leurs positions sur des questions importantes. À titre d'exemple, le Royaume-Uni a refusé de suivre l'exemple du président français Emmanuel Macron concernant la restauration d'objets culturels, à commencer par [la restitution au Bénin](#) de 26 œuvres d'art pillées par les troupes coloniales françaises. De même, le Royaume-Uni a évité de présenter des excuses pour les transgressions coloniales passées, se limitant à une simple expression de « sincères regrets » en 2013, en réponse à une plainte déposée par des survivants de la rébellion [Mau Mau au Kenya](#). En revanche, Emmanuel Macron s'est montré proactif dans sa quête de réconciliation, [demandant pardon](#) pour l'abandon par la France des Harkis (soldats algériens ayant combattu aux côtés des troupes françaises pendant la guerre d'Algérie), exprimant [son regret que la France](#) n'ait pas agi davantage pour prévenir le génocide rwandais, et créant des commissions d'enquête [\[11\]](#) sur les exactions commises dans le passé en Algérie, au Rwanda et au Cameroun.

L'exception à la règle s'est une fois de plus avérée être la sécurité, domaine dans lequel la coopération franco-britannique s'est poursuivie, favorisée par l'accord bilatéral de défense de Lancaster House de 2010[12]. Ainsi, le Royaume-Uni a fourni un soutien logistique à l'opération Serval, l'opération militaire française au Mali en 2013, et l'année suivante à l'opération Barkhane, en fournissant trois hélicoptères Chinook et des troupes non combattantes à la mission de l'ONU au Mali. Londres a également apporté son soutien politique à la création de Takuba, une force opérationnelle antiterroriste dirigée par la France dans le nord du Mali[13].

Il s'ensuit qu'au cours des années du Brexit, la coopération était non seulement absente, mais aussi peu désireuse. Les obstacles à la coordination ont pris une importance croissante. L'un d'eux était idéologique : le Royaume-Uni a ainsi adopté une position nationaliste, utilisant l'aide au développement pour

promouvoir des accords commerciaux post-Brexit et conclure un pacte migratoire avec le Rwanda[14]. Parallèlement, la France s'est de plus en plus rapprochée de l'Union européenne et a critiqué indirectement les politiques migratoires britanniques, les qualifiant de « [trahison de nos valeurs \[européennes\]](#) ». Une deuxième contrainte résidait dans des priorités géographiques différentes. Ainsi, si la « Global Britain » a maintenu son intérêt pour les « superpuissances » régionales africaines, telles que l'Afrique du Sud et le Nigéria, son approche vers le reste du continent africain s'est révélée « terne[15] » et sa priorité s'est déplacée vers les économies émergentes, le Commonwealth et la région indo-pacifique[16]. La France a en revanche continué à considérer l'Afrique comme une priorité majeure de sa politique étrangère, même si elle y perdait de l'influence au profit de la Russie, de la Chine et des régimes africains insurgés[17].

Un nouvel esprit de coopération

La réélection de l'administration « America First » de Donald Trump et son bouleversement de l'ordre multilatéral ont donné un [nouvel élan à la coopération franco-britannique](#). Dans ce contexte, l'ambassadeur britannique à Washington, Peter Mandelson, a reconnu que le Royaume-Uni devait « [devenir moins dépendant de l'Amérique](#) », tandis que l'ancien président français François Hollande a affirmé que « l'administration Trump n'est plus notre alliée ». En cette « [ère d'incertitude radicale](#) » la collaboration franco-britannique semble s'imposer. Elle se reflète dans le fonctionnement de la Force expéditionnaire interarmées combinée[18], dans les [déclarations communes](#) sur Gaza, dans la constitution d'une [coalition en soutien à l'Ukraine](#), ainsi que dans les efforts de médiation pour mettre [fin au conflit irano-israélien](#). Une telle collaboration peut-elle s'étendre à l'Afrique ?

Il y a certainement des arguments en faveur de cette approche, car le gouvernement travailliste progressiste et réaliste du Royaume-Uni ainsi que l'administration centriste et pragmatique du président français connaissent les avantages d'une telle collaboration. Lorsque le Royaume-Uni et la France coopèrent, ils peuvent recueillir les deux tiers des voix au Conseil de sécurité de l'ONU, dont une grande partie des travaux concerne l'Afrique. Ils peuvent également rallier d'autres pays à leur cause et promouvoir des valeurs communes à un moment où des puissances émergentes comme la Chine, la Russie et la Turquie imposent des normes qui ne sont pas celles du Nord. De plus, ils peuvent avancer leurs intérêts communs dans

la lutte contre les migrations, le terrorisme et les effets du changement climatique. Finalement, ils peuvent aussi – et cela est crucial – combler les lacunes de la politique africaine laissées par l'actuelle administration américaine isolationniste.

Alors, quelles défaillances sont apparues dans le domaine du développement international ? L'administration de Trump a fermé le Millennium Challenge Account, qui soutenait des projets d'infrastructures publiques, et démantelé l'agence d'aide américaine USAID, qui avait versé 12 milliards de dollars en 2024 à la [seule Afrique subsaharienne\[19\]](#). Elle a également évoqué en privé son retrait des Objectifs de développement durable[20], renié son engagement envers [GAVI](#), et engagé le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé – dont 15 % du budget [provenait généralement des États-Unis](#). Dans un contexte aussi défavorable, Londres et Paris n'auront peut-être d'autre choix que de prendre les choses en main et faire preuve de leadership en l'absence de l'hégémonie américaine.

•

Mais quelle forme pourrait prendre ce leadership ? Il n'impliquera pas d'augmentation de l'aide étrangère, puisque le Royaume-Uni [prévoit de réduire son aide](#) de 6,1 milliards de livres entre 2025 et 2027[21], tandis que la France a déjà [procédé à des coupes](#) d'environ 3 milliards d'euros sur les années 2024 et 2025. Alors, que peuvent faire la Grande-Bretagne et la France ? Sur le front du développement économique, elles peuvent organiser conjointement de grandes conférences d'annonces de contributions, se rapprocher de la [Fondation Gates](#) (qui a promis 200 milliards de dollars sur les vingt prochaines années) et entreprendre davantage d'activités conjointes de financement du développement par l'intermédiaire de l'Africa Resilience Investment Accelerator, une plateforme britannique qui vient d'accueillir Proparco, la branche investissement de l'AFD, [comme partenaire stratégique](#). Elles peuvent également collaborer pour atténuer l'impact des coupes budgétaires dans la prévention et le traitement du VIH et dans les droits reproductifs[22]. Elles pourraient même utiliser les perturbations causées par Trump 2.0 pour inciter les donateurs et les bénéficiaires à s'éloigner d'un système d'aide qui dépend trop des États-Unis (qui ont fourni [29 % de l'ensemble de l'aide occidentale](#) en 2023).

Parallèlement, il devrait y avoir une marge de manœuvre pour la coordination et le leadership sur le front diplomatique. Des signes positifs sont déjà perceptibles à cet égard. Ainsi, les gouvernements britannique et français ont co-organisé le sommet de Londres sur le Soudan en avril 2025, témoignant d'une approche coordonnée face à un conflit [qui a déplacé la moitié de la population soudanaise\[23\]](#). De même, début juin, le Royaume-Uni s'est aligné sur la position française en soutenant la solution proposée par le Maroc à la question du Sahara occidental[24]. Point crucial également, Londres et Paris ont fait des partenariats la pierre angulaire de leurs politiques africaines, comme en témoignent la nouvelle [stratégie britannique](#) pour l'Afrique et les [conclusions du Conseil présidentiel](#) pour les partenariats internationaux. L'un de ces partenariats stratégiques, que la Grande-Bretagne et la France entretiennent, est celui avec l'Afrique du Sud. Pourtant, apparemment à l'instigation du milliardaire Elon Musk né à Pretoria et anciennement directeur du Département américain de l'efficacité gouvernementale, l'administration américaine [a suspendu son aide](#) à l'Afrique du Sud pour sa prétendue « discrimination raciale injuste » à l'encontre des agriculteurs afrikaners blancs. Le Royaume-Uni et la France risqueront-ils la colère de Trump en collaborant pour défendre l'Afrique du Sud ? Seul le temps nous le dira.

Enfin, il existe plus de latitude pour renforcer la coopération sécuritaire en Afrique, d'autant plus que l'administration Trump envisagerait de rétrograder l'unité Afrique du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche ainsi que le Commandement américain pour l'Afrique. La Maison Blanche souhaite également depuis longtemps réduire [l'empreinte militaire des Etats-Unis](#), notamment au Sahel, qu'elle considère comme un problème européen, particulièrement en matière de migration. La Grande-Bretagne et la France pourraient se voir contraintes de collaborer davantage au Sahel malgré leur présence militaire et diplomatique réduite. L'un des moyens d'y parvenir serait de s'appuyer davantage sur la grande plateforme de coordination de l'aide, [l'Alliance Sahel](#), et sur la Coalition pour le Sahel, un cadre plus axé sur la sécurité.

Parallèlement, Londres et Paris pourraient soutenir davantage les coalitions militaires africaines ad hoc, notamment la Force multinationale mixte qui combat Boko Haram dans la région du lac Tchad, et l'Initiative d'Accra qui vise à empêcher la propagation du djihadisme dans les États côtiers occidentaux d'Afrique. Cependant, dans certains cas, la Grande-Bretagne et la France ne

pourront rien faire. Prenons le cas de la République démocratique du Congo, envahie en janvier par les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda. La Grande-Bretagne et la France se sont retrouvées impuissantes : la France, en raison de son rôle controversé lors du génocide rwandais de 1994 et la Grande-Bretagne, en raison de [l'échec de son programme d'immigration au Rwanda](#). Cette situation a ouvert la voie aux États-Unis pour négocier, tout comme en Ukraine, un accord liant les garanties de sécurité américaines à [l'accès privilégié à des minerais critiques](#).

En résumé, le nouveau « désordre » mondial instauré par l'administration Trump risque d'inciter Londres et Paris non seulement à rechercher de nouveaux partenariats mais aussi à dépasser leurs vieilles rivalités, notamment en Afrique. La Grande-Bretagne et la France ne bénéficieront peut-être jamais d'une entente formidable mais elles semblent déterminées à mettre fin à l'entente peu cordiale de ces dernières années.

NDLR : article publié dans le cadre du partenariat entre AOC et l'Institut d'études avancées de Paris

Gordon Cumming

POLITISTE, PROFESSEUR D'ETUDES TERRITORIALES A L'UNIVERSITE DE CARDIFF

RAYONNAGES

[International](#)[Afrique](#)[Europe](#)[Royaume-Uni](#)[Relations internationales](#) [Politique](#)

Notes

[1] Cet article a été rédigé grâce à une résidence FIAS à l'Institut d'études avancées de Paris. Il a reçu un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention Marie Skłodowska-Curie n° 945408, ainsi que de l'Etat français dans le cadre du programme « Investissements d'avenir » géré par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR-11-LABX-0027-01 Labex RFIEA+).

[2] Ce consensus en faveur des réformes néolibérales s'est établi dans les années 1980 entre la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

[3] David Styan, "Does Britain have an Africa policy?" in *Afrique Politique*, Centre d'études d'Afrique noire, Karthala, Paris, 1996, pp. 261-286.

[4] La discussion autour de Saint-Malo s'inspire du travail précédent de l'auteur : voir G.D. Cumming et T. Chafer, "From Rivalry to Partnership?" *Review of International Studies* vol. 37, no. 5, 2011 : pp. 2439–2463.

[5] Le P3 (Royaume-Uni, France et États-Unis) sont les membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité de l'ONU.

[6] Terme inventé par le Premier ministre britannique Gordon Brown lors du sommet anglo-français de 2008 ; voir « GB : Une entente formidable », *Le Journal du Dimanche*, 27 mars 2008.

[7] Philip Loft, *Waiving intellectual property rights*, House of Commons Library, 13 juillet 2022. La France s'est opposée à la levée de ces droits jusqu'à ce que le président américain Joe Biden soutienne une dérogation partielle ; voir S. Brown et Morgane Rosier, "Canada and France compared", in *Covid-19 vaccines and global health diplomacy*, V. Jakupiec, M. Kelly, M. de Percy (eds), Routledge, London, 2022), p. 235.

[8] Le Royaume-Uni a financé des évaluations du potentiel de fabrication de vaccins au Ghana, mais manquait les fonds pour en faire davantage (Foreign, Commonwealth et Development Office, entretien avec l'auteur, octobre 2024).

[9] AFD, entretien avec l'auteur, février 2025.

[10] Stephen Brown et Rosier, p. 234.

[11] Sur la guerre d'Algérie, voir B. Stora, « [Les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie](#) », janvier 2021 ; sur le Rwanda, voir V. Duclerc, *La France, le Rwanda et le génocide*, Paris, Armand Colin, 2021 ; Sur la répression gouvernementale française et camerounaise au Cameroun d'après-guerre, voir K. Ramondy, *La France au Cameroun 1945-1971*.

[12] Certaines coopérations se sont poursuivies discrètement, Londres ayant maintenu ses contributions au Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique (Chatham House, entretien avec l'auteur, novembre 2024).

[13] Nicholas Westcott, "Shared fortunes", *European Council on Foreign Relations*, 22 avril 2022.

[14] Morgane Langan, *Global Britain and Neo-colonialism in Africa*, Palgrave Macmillan, Londres, 2024, p. 111.

[15] Anne Soy, "How the UK's 'big brother' role in Africa is changing", *BBC Today*, 6 novembre 2024.

[16] À titre d'exemple, l'accord AUKUS prévoyait l'annulation par l'Australie de son contrat pour des sous-marins français et la promesse d'acheter des sous-marins britanniques et américains. Il concrétisait le concept de « Global Britain », mais affaiblissait la confiance de la France dans le Royaume-Uni comme partenaire. Voir I. Bond, "[Britain and France should stand together](#)", *Centre for European Reform*, 29 novembre 2021.

[17] La France a été contrainte de quitter le Mali, le Burkina Faso et le Niger, et a dû se retirer militairement de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Tchad. Voir L. Brooke-Holland, *Coups and political stability in West Africa*, House of Commons Library, 18 septembre 2023.

[18] Cette force est devenue opérationnelle en 2020 ; voir I. Bond, "Britain and France...".

[19] Ce qui reste de l'USAID sera fusionné dans le département d'État américain en juillet 2025.

[20] AFD, entretien avec l'auteur, avril 2025.

[21] Le Royaume-Uni avait déjà réduit son aide de 0,7 % à 0,5 % du RNB en 2021.

[22] 26 des 56 pays les plus touchés par le VIH ont signalé des perturbations de la chaîne d'approvisionnement ; voir K. Cullinan "[UNAIDS and HIV Sector Struggle](#)", *Health Policy Watch*, 7 mai 2025 ; Les États-Unis ont traditionnellement fourni 40 % du financement de la planification familiale ; voir T. Karas, "[Why the US aid cuts are a moment to prioritize reproductive health](#)", *Devex*, 27 mai 2025.

[23] Les autres co-organisateurs étaient l'Allemagne, l'UE et l'Union africaine.

[24] Le Royaume-Uni a signé des accords commerciaux avec le Maroc avant de soutenir sa position contre les revendications du Front Polisario.

AOC